



présente :

de Georges Zieglmeyer (collection : « Profils d'un classique »)

extrait de son ouvrage, *Les cycles romanesques de JO Jong-nae,*

œuvre-monde de Corée

(sorti en janvier 2009)

Introduction

Ce livre n'est pas une réécriture des deux romans-fleuves *Arirang* d'une part, et *La chaîne des monts Taebaek* d'autre part de l'auteur coréen JO Jong-nae.

Dans l'immense fresque qu'est *Arirang*, l'écrivain décrit ce que fut la colonisation de la Corée par le Japon durant la première moitié du XX^e siècle. Il avait déjà présenté dans un premier temps les causes de la Guerre de Corée dans *La chaîne des monts Taebaek* qui couvre la période allant de la libération obtenue le 15 août 1945 au 27 juillet 1953, date de la signature de l'armistice.

Pourquoi M. Jo a-t-il cru devoir porter à la connaissance de ses compatriotes le drame vécu par le peuple coréen au cours de la première moitié du XX^e siècle ? Comme il l'a dit lui-même dans l'épilogue du roman *Arirang*, il voulait à travers ces deux longs romans faire connaître de manière concrète et dans son ensemble l'histoire du pays coupé en deux par les antagonismes. Il voulait aussi lever le voile qui recouvrait l'histoire de la période coloniale tronquée volontairement par les collaborateurs qui ont favorisé la négligence et l'oubli. En effet, les manuels scolaires rédigés par les anciens collaborateurs faisaient tout juste allusion à cette sombre période. Ces collaborateurs qui, après l'indépendance, s'étaient emparés des postes de commandement dans les domaines politiques, économiques, éducatifs, sociaux et culturels, avaient pour objectif premier de défendre leur position en cachant aux jeunes générations la vérité historique. Par le fait même, ils espéraient échapper au châtimeut mérité pour leur collaboration et au jugement de l'histoire. Pour leur défense, ils n'hésitaient pas à dire que la collaboration était indispensable afin d'éviter au peuple un plus grand malheur. Ils sont allés jusqu'à demander avec aplomb : « Qui n'a pas collaboré sous une forme ou une autre ? »

Le lecteur peut se demander quels motifs ont guidé M. Jo pour qu'il consacre plus de dix années de sa vie à l'écriture de ces deux œuvres majeures qui, selon ses propres termes, furent des années de prison offertes aux innombrables victimes de la colonisation et de la guerre qui par la suite déchira le peuple ? Selon M. Jo, « les actes méritoires de tous ceux qui ont lutté et versé leur sang pour l'indépendance du pays doivent être jugés de manière équitable et traités avec la plus grande impartialité... » Pour contribuer à la réunification de la patrie, l'auteur a voulu révéler le combat mené et les souffrances endurées par le peuple durant ces longues années de colonisation par le Japon.

Ainsi, cette occupation de la Corée ne fut pas un simple épisode, un détail sans importance de l'histoire cinq fois millénaire du pays et que l'on pourrait négliger ou ignorer comme s'il s'agissait d'un événement sans importance. En effet, la partition de la Corée est le résultat direct de cette colonisation.

Jusqu'alors, personne n'avait encore osé lever le voile sur certaines réalités que beaucoup de Coréens des générations d'après guerre ignoraient parce que trop de honte et de ressentiment avaient conduit à les cacher et à les étouffer. En effet, comment accepter et reconnaître que ce fut la collaboration de beaucoup de leurs compatriotes avec l'occupant japonais qui a permis l'annexion de la Corée et la réduction à l'esclavage d'une multitude de gens au service de la politique coloniale ?

Conscient de ce que la réunification et la réhabilitation de la nation ne peuvent se structurer sur le mensonge, la haine et le ressentiment, M. Jo veut faire connaître les faits trop longtemps occultés et les faire accepter. Pour lui, il ne saurait être question d'oublier et encore moins de pardonner. Comme il le dira à des journalistes venus l'interviewer, tant que le coupable, en l'occurrence l'État japonais en la personne des plus hautes instances dirigeantes de l'État, n'aura pas publiquement et officiellement exprimé ses regrets et demandé pardon au peuple pour les crimes commis, il ne pourra y avoir de pardon. M. Jo pose également la question de savoir combien de Coréens ont été massacrés par l'armée et la police japonaises durant ces années d'occupation. Même si les estimations parlent de quatre à six millions de personnes, aucun chiffre, même approximatif, n'a jamais été révélé ni officialisé. Et de poser la question : « Pour quelle raison avons-nous pris conscience du drame du peuple juif, comme si nous étions directement concernés ? Et pourquoi est-il tabou de parler de la tragédie de notre peuple et pourquoi faudrait-il oublier ce drame ? Pourtant, certains Coréens prétendent que cette période est révolue et qu'il convient de penser à l'avenir en entretenant des relations d'égal à égal avec l'ancien oppresseur. Ils oublient néanmoins que l'avenir ne peut se construire que sur des bases saines épurées de tout ressentiment. Ce n'est pas en oubliant le passé que l'on panses les blessures. Alors que le peuple juif a exprimé ses souffrances et renforcé sa cohésion nationale, qu'a fait le peuple coréen ? Il a honteusement caché son drame et ses souffrances.

Pour M. Jo, il est désormais temps de parler et de faire connaître, non seulement au peuple coréen mais aussi au monde entier, la vérité à propos de ce que fut la colonisation et le drame vécu par la nation entière.

Contexte historique

Il est permis de se poser la question de savoir comment le Japon en est arrivé à coloniser la Corée, son plus proche voisin.

En 1868, avec l'ère Meiji, le Japon s'ouvre au monde occidental et se modernise. Dès 1876, il arrache au gouvernement de Séoul la signature d'un traité d'amitié et de commerce (Traité de Kanghwa du 27.07.1876). Le gouvernement coréen dirigé par le régent du royaume de Choseon qui tente de maintenir le pays dans l'isolement est vite dépassé par les événements. Les incursions répétées du Japon déclenchent de violentes réactions de la part des nationalistes coréens et de certains chefs militaires. Un instructeur militaire japonais est assassiné et la Légation du Japon à Séoul incendiée en juin 1882.

Alerté, le gouvernement chinois décide d'intervenir et envoie l'amiral Wou Tchang-king à Séoul pour obtenir des assurances touchant les mesures que va prendre le gouvernement coréen. Le régent du royaume de Corée, tenu pour responsable des émeutes, est déporté en Chine. La reine Min profite alors de l'occasion pour revenir sur la scène politique avec ses conseillers, ce qui n'est pas fait pour arranger la situation.

Par la signature du traité de Djémoulpo (août 1882), la Corée s'engage à indemniser le Japon pour les dommages infligés à ses ressortissants. Les manœuvres de temporisation du gouvernement coréen et le manque de fermeté dont font preuve les conseillers de la reine Min, incitent les nations occidentales à profiter de la confusion pour conclure avec la Corée des traités d'amitié et de commerce.

Les dissensions politiques et la pauvreté dont souffre alors la Corée ainsi que les menaces extérieures amènent le *Parti de l'indépendance* ou *Parti de la modernisation* à exiger des réformes sur le modèle de celles qui avaient été faites au Japon. En octobre 1894, ce parti renverse le pouvoir en place. Averti, le gouvernement de Pékin dépêche le général Yuan Che-kaï qui, en trois jours, reprend la situation en main et remet en place le gouver-

nement conservateur. C'est alors que le tsar de Russie propose sa médiation en la personne de Karl Weber, son représentant à Séoul.

En 1894, Chon Bong-joun (1853-1895) adopte la doctrine du Tonghak (enseignement de l'Est) et fomenta une révolte dans la province du Cholla dans le sud-ouest de la Corée. Cette action est jugée suffisamment grave par le gouvernement pour qu'il décide de faire appel aux troupes chinoises pour la réprimer. Inquiet pour ses ressortissants et craignant pour ses intérêts, le Japon envoie un bataillon de 7000 soldats. Bientôt les troupes chinoises et japonaises s'affrontent, d'abord sur le sol coréen, puis dans les eaux territoriales de la péninsule. Cette guerre fut fatale à la Chine qui, par le traité de Shimonoséki (avril 1895), perd tout droit de suzeraineté sur la Corée. Le Japon, bien qu'ayant reconnu l'indépendance et la souveraineté de la péninsule, s'y assure une influence prépondérante. Il accroîtra encore son emprise après l'assassinat le 7 août 1895 de la reine Min dans son palais par les soldats de l'armée impériale.

Le programme japonais d'annexion de la Corée se heurte toutefois à l'opposition du représentant de la Russie qui accueille le roi Kojong dans sa légation en février 1896. En février 1897, le souverain regagne son palais. Le rapprochement entre le gouvernement coréen et l'empire russe aura de graves conséquences. En conflit avec la Grande Bretagne alors alliée du Japon, la Russie, mal préparée pour mener une guerre en Extrême-Orient, capitule devant les troupes impériales japonaises (Traité de Portsmouth 1905). Aussitôt après avoir déclaré la guerre à la Russie, le Japon s'était empressé de faire pénétrer ses troupes dans Séoul. En février 1904, sous la menace des armes, le Japon avait déjà forcé le gouvernement coréen à signer un protocole qui lui donnait le droit légal de maintenir ses armées sur le territoire coréen. Lorsque la guerre contre la Russie eut tourné à l'avantage des Japonais, ceux-ci avaient augmenté leur pression sur le gouvernement coréen et imposé un conseiller financier et un diplomate pour les relations extérieures. Le texte de cet accord avait été signé le 22 août 1904 par le gouvernement coréen. Le but de cette manœuvre était de priver la Corée de ses matières premières et de lui refuser de nouer des relations avec le reste du monde. Par la suite, le Japon avait imposé la présence d'un conseiller pour l'administration, un autre pour les affaires militaires et un attaché au ministère de l'éducation. Dépossédé de son pouvoir dès cette époque, le pays était réduit au rang de colonie de l'empire nippon. Les Japonais étaient dès lors prêts à prendre en main les affaires et le destin de la Corée. Sitôt délivré de la menace russe, le prince Ito Hirobumi, la même année encore, imposa au gouvernement coréen un « traité de protection ». Ce traité permettait au Japon de régner en maître sur la péninsule et de diriger la politique étrangère du royaume de Corée.

[...]

L'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon suscita un nouvel espoir chez les Coréens, tant dans la péninsule qu'à Hawaï où certains jeunes hommes se portèrent volontaires pour aller combattre en Chine au côté des soldats coréens de l'armée d'indépendance.

Cependant, au Japon, la mobilisation générale avait été décrétée. Les hommes étant partis sur les champs de bataille, le pays commençait à manquer de bras pour la fabrication des armes et des munitions. Conscient de la situation, le gouvernement japonais avait depuis un certain temps enrôlé les femmes et les enfants pour les obliger à travailler dans les usines d'armement. Une loi autorisait même le recours aux mineurs, garçons et filles, pour extraire le charbon des mines. Tous les jours, des milliers de jeunes recevaient l'ordre de mobilisation. Tous les étudiants s'attendaient à chaque instant à devoir partir au combat.

Mais la guerre contre la Chine se prolongeant au-delà du temps prévu pour remporter la victoire, le Gouverneur général à Séoul, sur les ordres venus de Tokyo, décida d'organiser en Corée une chasse aux hommes en âge de travailler. Nombreux étaient ceux

qui avaient déjà été réquisitionnés et envoyés dans les mines et sur les chantiers des territoires conquis. Cela s'était rapidement traduit par une grave pénurie de bras pour cultiver les rizières. Par ailleurs, les armées ayant des besoins alimentaires toujours plus grands, les métayers étaient obligés d'acquitter un fermage de 80% de la récolte. Tout paysan qui s'opposait à cette mesure était immédiatement réquisitionné pour le travail obligatoire et sa famille chassée des terres. Mais ces mesures n'ayant pas permis de satisfaire les besoins de l'industrie de guerre japonaise en main-d'œuvre, l'armée organisa dans toute la Corée une véritable chasse aux hommes. Parcourant les campagnes avec leurs camions, les militaires, secondés par des agents de police coréens, enlevaient sans pitié les hommes, ne leur laissant pas même le temps de prévenir leur famille. Entassés dans les camions, les hommes, à l'exception des riches propriétaires, étaient forcés de monter dans les bateaux qui depuis les ports de Corée les emportaient au Japon.

Le gouvernement général ne se contenta pas de cette chasse aux hommes. La guerre se prolongeant, dès le 1^{er} août 1943, il commença à procéder à l'embrigadement des jeunes Coréens dans l'armée. Au mois de novembre, le Gouverneur décréta la mobilisation générale dans les universités, les écoles professionnelles et les lycées. Le Conseil des affaires militaires força les étudiants à interrompre leurs études. De leur côté, certains écrivains collaborateurs se rendirent même à Tokyo pour inciter les étudiants coréens qui s'y trouvaient à se porter volontaires. Dès la première conscription, environ un millier d'étudiants furent sélectionnés et enrôlés comme volontaires.

Pour les encourager, en tous lieux les journaux et la radio annonçaient les victoires de l'armée impériale sur les ennemis de l'empire japonais. Ces annonces ne parvenaient toutefois pas à étouffer les rumeurs faisant état des pertes de l'armée nippone et des bateaux coulés par les sous-marins américains ou les bombardiers.

Cette situation interpellait les anciens militants socialistes réfugiés dans le massif du mont Jirisan. Il était urgent, de leur point de vue, d'accueillir les étudiants coréens pour leur permettre d'échapper à la conscription. Ces militants étaient convaincus que les Japonais ne viendraient pas les y chercher et que l'armée impériale ne résisterait plus très longtemps à la contre-offensive des États-Unis et de l'Angleterre. En effet, contrairement à ceux-ci qui disposaient en abondance de matières premières, le Japon, depuis quelques années, récupérait les ustensiles en cuivre pour pallier la pénurie de métaux afin de pourvoir ses armées en munitions. Il convenait donc de permettre aux étudiants qui le souhaitaient de se soustraire à la conscription et de leur faciliter le séjour dans la montagne.

Ce fut de cette manière que quelques centaines de jeunes firent croire au suicide pour éviter des ennuis à leur famille et se réfugièrent dans la montagne. Là, au sein de structures militaires et sous les ordres de chefs respectés qui leur dispensaient un entraînement à la guérilla, ils combattaient les Japonais dans les zones proches. Tout en mettant en pratique la pensée socialiste, ils se préparèrent à la libération de la patrie qui semblait devoir intervenir dans les deux ou trois prochaines années.

Tout de suite après l'invasion de la Mandchourie en 1931, le Japon avait ouvert des bordels militaires pudiquement appelés « maisons de réconfort » et y avait affecté des prostituées volontaires. En 1938, un an après le début des hostilités entre la Chine et le Japon, ce dernier avait commencé à enlever une centaine de jeunes filles. Ce fut à partir de ce moment que l'armée nippone mobilisa des voyous et des proxénètes coréens pour recruter des filles moyennant de belles promesses de pouvoir gagner de l'argent dans les usines au Japon. Celles qui travailleraient comme infirmières seraient bien considérées et pourraient, si elles le souhaitaient, épouser un médecin.

Condamnées à mener la guerre sur tous les fronts en Asie, depuis la Chine jusqu'en Malaisie et la Birmanie ou en Indonésie, les troupes japonaises résistaient encore à la pression des armées alliées. Mais pour combien de temps ? Pour redonner courage à ses troupes, le commandement général japonais, avec l'accord de l'empereur, à partir de 1941 fit directement la chasse aux jeunes filles. Le 23 août 1943, le Gouvernement général promulgua une loi et donna les instructions aux services administratifs pour la faire appliquer dans toute la Corée. Les fonctionnaires firent circuler le bruit que selon la nouvelle loi, toutes les personnes de sexe féminin âgées de douze à quarante ans et non mariées seraient réquisitionnées pour aller travailler dans les usines d'armement au Japon. En réalité, il s'agissait d'une mobilisation pour recruter sur une vaste échelle des « femmes de réconfort » pour l'armée impériale. Face au tollé et à la réprobation que souleva cette loi inique

parmi la population des villes, pour empêcher toute agitation populaire, l'administration conseilla de procéder à des rafles de jeunes filles dans les campagnes, les régions montagneuses et parmi les classes pauvres de la périphérie des villes. Dès lors, des enlèvements furent organisés en rase campagne où les filles étaient kidnappées sans que leur famille ne soit informée. Toutes ces filles étaient très jeunes et n'avaient aucune idée de ce qui les attendait et du calvaire qu'elles allaient endurer sur tous les fronts où les troupes de l'armée impériale étaient présentes. Ce fut ainsi que quelque 200000 jeunes coréennes et des dizaines de milliers d'autres en provenance des divers pays occupés de l'Asie furent livrées aux bordels militaires sur tous les champs de bataille depuis la Mandchourie jusqu'en Birmanie. Beaucoup moururent des suites des mauvais traitements, et même celles qui survécurent, lors de la débâcle des troupes japonaises, furent simplement abandonnées sur place à leur malheureux sort.

Pendant que les petits paysans étaient réquisitionnés pour les travaux forcés, que les étudiants qui n'avaient pas les appuis nécessaires pour échapper à la conscription et que les filles des campagnes étaient kidnappées en grand nombre, dans les villes, les hommes influents faisaient alliance par le mariage de leurs enfants avec des familles japonaises. En mariant un fils ou une fille avec un partenaire japonais, ils répondaient au souhait du Gouverneur général qui prônait l'intégration des Coréens dans la nation japonaise. Il n'y avait pas que les familles influentes à collaborer. Outre les écrivains, les artistes et les musiciens, ainsi que les responsables de l'éducation et des courants religieux, en somme, tous les gens instruits arboraient la bannière de la collaboration.

Que sont devenus les hommes réquisitionnés pour les travaux forcés ? Dans un premier temps, ceux qui étaient partis au Japon avec un contrat de deux ans avaient pu revenir mais souvent sans avoir économisé un sou. Par la suite, les conditions de travail étant devenues plus dures, beaucoup abandonnèrent tout espoir de revenir au pays natal. Dans les îles Kourilles, des hommes, pareils à des esclaves, travaillèrent sous la menace permanente des armes à la construction d'un aérodrome dans une vallée encaissée dans les montagnes. Une épidémie de choléra s'étant déclenchée, les hommes atteints par le mal furent jetés vivants dans une fosse commune et enterrés. À la fin des travaux, les survivants, qui auraient dû être renvoyés au pays conformément aux clauses du contrat, furent simplement enfermés dans les hangars et massacrés. D'autres encore, sur l'île de Sakhaline, travaillaient dans les mines de charbon ou à la construction de routes. Tous ces hommes, en quelque lieu que ce soit, étaient soumis à des traitements inhumains.

Non content d'avoir réquisitionné les hommes, les uns pour les camps de travail et les autres pour l'armée, le Japon, à partir de 1944, envoya dans les centres de travail des enfants qui avaient tout juste achevé leur quatrième année d'école primaire. Avec une telle mesure, l'empire du Japon atteignit le comble de l'oppression.

La situation était telle dans les campagnes que les gros propriétaires terriens ne trouvaient plus de métayers ou des hommes en âge de travailler la terre. De plus en plus de rizières étaient laissées à l'abandon. Pour pallier la pénurie de riz, conséquence naturelle du manque de bras pour travailler dans les campagnes, le gouvernement ordonna de confisquer les maigres récoltes des paysans afin de subvenir aux besoins de l'armée. Mais il n'y avait pas que le riz à être concerné par cette mesure. Le décret visait toutes les variétés de graines, le coton, le chanvre et bien d'autres produits, tels que les cuillères et les baguettes en métal. L'armée impériale était sur le point d'être battue.

Pendant que les troupes japonaises tentaient de résister aux armées alliées, Churchill, le Premier ministre britannique et Roosevelt, le Président des États-Unis, ayant estimé que les Coréens ne seraient pas en mesure de gouverner leur pays au lendemain de la défaite du Japon, décidèrent de placer la Corée sous tutelle. Une telle décision était bien sûr tout à fait inacceptable pour les Coréens qui y voyaient une nouvelle forme de régime colonial. Mais la Corée avait-elle un mot à dire ? Il y avait bien un gouvernement provisoire en exil en Chine, mais il n'était pas reconnu comme représentatif du peuple coréen.

Le 8 août 1945, l'Union soviétique, en même temps qu'elle déclarait la guerre au Japon sur le point de capituler, lança une attaque tout le long de sa frontière avec la Mandchourie. Le même jour, l'armée soviétique traversa le fleuve Tumen à l'endroit où la Corée, la Chine et la Russie se touchaient et pénétra en Corée. Le Japon était vaincu. Mais les Coréens n'eurent pas le temps de savourer leur libération. Ceux qui avaient survécu à la guerre et à l'oppression coloniale allaient vivre une nouvelle tragédie. L'occupation de la

moitié nord de la péninsule par les troupes soviétiques et de la moitié sud par les armées américaines allait plonger le peuple coréen dans un nouveau drame : la division en Corée du Nord et Corée du Sud au niveau du 38^{ème} parallèle.

Cette division est à la source même des difficultés que va connaître le peuple coréen au cours des années qui vont suivre. Sous la protection des troupes de l'Union soviétique au Nord et celle des États-Unis au Sud, les Coréens placés sous des régimes politiques et économiques antagonistes, s'opposeront et finiront par se combattre. Ce drame de la Corée, Jo Jong-nae nous le fait vivre tout au long de son œuvre en dix tomes : *La chaîne des monts Taebaek* et dont le lecteur trouvera ci-après le résumé, tome après tome et chapitre par chapitre.